

DÉMAGO ? Jean-Pierre Sueur est énervé. Le sénateur socialiste a publié une tribune lundi pour dénoncer la « démagogie » du candidat tête de liste de la droite et du centre aux régionales, Philippe Vigier (UDI). « La démagogie a des limites, écrit-il. Lors d'un débat, à Chécy, vendredi dernier, M. Philippe Vigier prétendait que le projet, venu de son camp, de réduire les dépenses publiques de 110 milliards d'euros, n'avait pas de réalité ». Et l'ancien maire d'Orléans de contredire cette affirmation en reprenant les éléments d'une brève parue samedi dernier, dans cette même rubrique Indiscrétions. « Serge Grouard – qui a le mérite de ne pas pratiquer la langue de bois –, poursuit-il, propose de baisser "drastiquement" la dépense publique – je cite – "de l'ordre de 130 milliards sur 7 ans" après avoir proposé

de la baisser "de 100 à 140 milliards sur 5 à 7 ans" - ce qui est en tout cas plus élevé que ce que fait l'actuel gouvernement qui a décidé une diminution de 50 milliards sur 3 ans. Cela se traduit par 10 milliards de réduction pour les collectivités locales. Avec le programme des Républicains, cette réduction serait forcément supérieure ! », tonne-t-il. ■

PAS DÉMAGO ! La réponse de Philippe Vigier a été rapide. Dès le lendemain, il postait un message sur Facebook. « Selon lui (Jean-Pierre Sueur), j'aurais estimé que la réduction des dépenses publiques de 110 milliards d'euros, proposée par la droite et le centre, n'avait pas de réalité. Jamais je n'ai tenu de tels propos. Il est paradoxal qu'un parlementaire soutenant la majorité se fasse le porte-parole de la baisse des dépenses publiques quand on connaît la politique calamiteuse menée par les socialistes en la matière depuis 2012 ». Avant de tancer l'absence de réformes structurelles et, *a contrario*, la brutalité des efforts demandés aux collectivités locales (11 milliards en moins entre 2015 et 2017). « En tronquant les chiffres et les propos tenus, Jean-Pierre Sueur décrédibilise la parole publique » ajoute-t-il. Mais à aucun moment Philippe Vigier précise s'il est d'accord avec la réduction de 110 milliards d'euros des dépenses publiques. ■